

22 septembre 2006 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclarations liminaires de M. Jacques Chirac, Président de la République, et de M. Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie, sur les relations franco-russes, à Paris le 22 septembre 2006.

LE PRESIDENT - Je suis particulièrement heureux de recevoir le Président POUTINE à Paris pour des entretiens qui seront suivis demain par une réunion tripartite avec Mme Angela MERKEL, la Chancelière d'Allemagne.

A l'occasion de son passage, je tiens à remercier le Président POUTINE d'avoir voulu rendre hommage aux anciens de l'escadrille Normandie-Niemen, et inaugurer le monument à leur mémoire. Ces héros de la guerre restent naturellement très proches de notre mémoire, de notre estime et de notre coeur.

Nous aurons des entretiens qui vont essentiellement porter sur les problèmes internationaux et les différentes crises qui, hélas, mettent en cause la paix dans le monde. Nous aurons aussi l'occasion de parler de nos relations bilatérales, qui sont excellentes à tous égards, notamment dans les domaines de l'énergie, des infrastructures ou de l'aéronautique. Nous aurons aussi l'occasion de définir les projets culturels que nous avons préparés, à savoir l'année de la France en Russie, en 2009, et l'année de Russie en France, en 2010. Voilà pourquoi je suis particulièrement heureux de recevoir le Président POUTINE et de lui souhaiter la plus cordiale des bienvenues.

LE PRESIDENT POUTINE - Merci beaucoup, Monsieur le Président. C'est chaque fois un grand plaisir pour moi de venir en France et de séjourner ici, dans cette ville qui est une des plus belle au monde, et franchement, une des plus hospitalières.

Nous avons assisté, il y a très peu de temps, à l'inauguration d'un monument dédié à l'escadrille Normandie-Niémen. Ces pilotes resteront toujours dans notre conscience, et dans notre mémoire, comme le symbole de la France invaincue et invincible. Ils sont venus combattre les Nazis sur le sol russe, avant même l'ouverture du deuxième front, avant même que l'on ait pu constater que les forces de la coalition anti-hitlérienne allaient remporter la victoire.

Aujourd'hui aussi, la coopération entre la France et la Russie revêt une importance primordiale, non seulement sur le plan bilatéral mais aussi pour la situation dans le monde.

Je remercie le Président de la République de son initiative et de cette possibilité de tenir une rencontre tripartite avec Mme Angela MERKEL, la Chancelière d'Allemagne, qui va nous rejoindre demain.

Nous aurons aujourd'hui la possibilité de parler des questions bilatérales. Le volume de notre coopération est énorme et ne cesse de croître. A l'ordre du jour, nous aurons de grands projets en matière d'infrastructures et de télécommunications et nous parlerons également d'actions conjointes dans le domaine de la politique énergétique. Evidemment, les questions liées à la coopération humanitaire seront parmi les sujets les plus importants.

Je vous remercie de l'attention que vous portez à notre rencontre.

QUESTION - Monsieur le Président comptez-vous aborder aux cours de vos entretiens avec le Président CHIRAC la question de l'exploitation du gisement de KHARIAGA par la société TOTAL ?

LE PRESIDENT POUTINE - Nous sommes ouverts à la discussion sur toutes les questions. La

qualité de nos relations avec le Président CHIRAC est telle que nous parlons toujours très ouvertement et en toute franchise. Nous donnerons donc des réponses exhaustives à toutes les questions que nos partenaires français voudraient nous poser.

Mais je tiens à vous rassurer immédiatement : les rumeurs d'un retrait de la licence d'exploitation de la société TOTAL sont pour tout le moins exagérées.

QUESTION - Monsieur le Président, reconnaissez-vous le résultat du référendum dans la république séparatiste moldave de Transnistrie ? Et quel est le sens de la rencontre, aujourd'hui, à Moscou, entre le Premier ministre russe et M. Igor SMYRNOV, le leader de cette région séparatiste ?

LE PRESIDENT POUTINE - Tout d'abord, je ne savais même pas que M. SMYRNOV était aujourd'hui à Moscou. Vous constatez que, moi-même, je suis à Paris. Concernant le résultat de ce référendum, nous devons avant tout définir, y compris avec nos partenaires européens, ce que nous considérons fondamental : le principe de l'intégrité territoriale ou le raisonnement politique. Notre position est que nous devons rester fidèle au droit international et à un de ses principes fondamentaux, celui de l'intégrité territoriale. Nous devons trouver les solutions aux problèmes qui conviendront à tous les habitants d'une région donnée, y compris en Europe. C'est donc une question difficile, que j'aimerais régler avec vous, mais je crains que nous n'y parvenions pas.

LE PRESIDENT - Je vous remercie.